

IT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER

AGENCE DE PAPEETE N° 200 janvier 2009

La Direien et lenembla du percenal da lazanca SEOM da Papeda vens cenhacient lava meillana vans pena lannéa 2009

INSTITUT D'ÉMISSION
D'OUTRE-MER

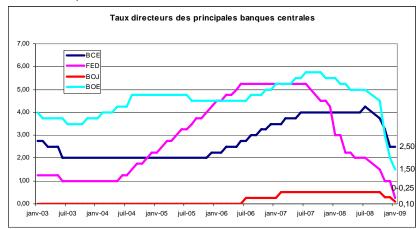
### - Actualité nationale et internationale

### Taux d'intérêt

La FED réduit ses taux à des niveaux historiques bas

Le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne se réunira le 15 janvier 2009.

Le Comité monétaire de la réserve fédérale américaine (FED) a décidé le 17 décembre 2008 d'abaisser son principal taux directeur de 1 % à une fourchette comprise entre 0 % et 0,25 %. Le Comité souligne dans son communiqué que les pressions inflationnistes se sont fortement réduites. Il constate la dégradation du marché de l'emploi. En décembre 2008, l'économie américaine a détruit 524 000 emplois contre 584 000 en novembre (chiffre révisé) et le taux de chômage est estimé à 7,2 %. En novembre 2008, l'indice des prix lié aux dépenses de consommation des ménages a reculé de 1,1 % par rapport à octobre. Hors alimentation et énergie, l'indice est resté stable. En glissement annuel, l'inflation est estimée à 1,4 % contre 3,2 % en octobre. La production industrielle a baissé de 0,6 % par rapport à octobre et de 5,5 % en glissement annuel. Les dépenses de consommation des ménages ont reculé de 0,6 % par rapport à octobre pour le 5ème mois consécutif. Au mois de décembre 2008, l'indice de confiance des consommateurs (Conference board) perd 6,7 points par rapport à novembre à 38 points.



En France, fin novembre 2008, le nombre de demandeurs d'emploi inscrits en catégorie 1 (les personnes inscrites à l'ANPE déclarant être à la recherche d'un emploi à plein temps et à durée indéterminée, ayant éventuellement exercé une activité occasionnelle ou réduite d'au plus 78 heures dans le mois) s'établit à 2 068 500, soit une hausse en données corrigées des variations saisonnières de 3,2 % (+ 64 000 personnes). Sur un an, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie 1 augmente de 8,5 % (+ 12 % pour les hommes et + 4,8 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans inscrits en catégorie 1 croît de 14,3 %.

Dans la zone euro, le taux de chômage, corrigé des variations saisonnières, est selon Eurostat de 7,8 % en novembre 2008, en progression de 0,1 % par rapport à octobre. Il était de 7,2 % en novembre 2007. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union (UE27) s'est élevé à 7,2 % en novembre 2008. Il était de 6,9 % en novembre 2007. En octobre 2008, le taux de chômage des moins de 25 ans est estimé à 16,4 % dans la zone euro tout comme dans l'UE27.

### Chômage

Forte hausse du nombre de demandeurs d'emploi en France ...

... et variation limitée du taux de chômage dans la zone euro

#### Inflation

Recul de l'inflation en France et dans la zone euro

#### Asie/Pacifique

La BoJ abaisse de 20 points de base son taux directeur dans un contexte de récession amplifié

La Banque centrale de Chine baisse de nouveau ses taux pour soutenir la croissance

# Conseil de surveillance de l'IEOM

Baisse du taux de réescompte de 75 points de base En novembre 2008, l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France diminue de 0,5 % sur un mois ; l'inflation sous-jacente s'élève en glissement annuel à 1 9 %.

Selon une estimation provisoire d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro (ZE15) s'établirait à 1,6 % en décembre 2008, contre 2,1 % en octobre 2008.

Le comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé lors de sa réunion du 19 décembre 2008 d'abaisser de 0,30 % à 0,10 % son taux pour contenir l'appréciation du yen. Cette décision intervient dans un contexte de récession de l'économie japonaise. Le PIB japonais s'est contracté de 0,5 % (chiffre révisé) au troisième trimestre 2008 et non de 0,1 % comme annoncé précédemment, soit un recul de 1,8 % en glissement annuel au lieu de 0,4 %. En novembre 2008, la production industrielle du Japon a chuté de 8,1 % par rapport à octobre. La consommation des ménages a reculé de 0,5 % pour le neuvième mois consécutif. Les prix à la consommation hors produits frais ont augmenté de 1,0 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 3,9 % en hausse de 0,2 %. Les exportations ont chuté de 26,7 % sur un an à cause de l'effondrement des livraisons vers les Etats-Unis (-33,8 %), l'Union européenne (-30,8 %) et la Chine (-24,5 %). Les importations ont reculé de 14,4 %. Le déficit commercial atteint 1,8 milliard d'euros. Le gouvernement japonais prévoit une croissance nulle pour l'exercice 2009-2010 et a revu à la baisse à 0,8 % au lieu de 1,3 % ses prévisions pour l'exercice 2010-2011.

La Banque centrale de Chine a réduit de 27 points de base ses taux de dépôts et prêts à un an. A compter du 21 décembre 2008, le taux des prêts passe à 5,31 % et celui des dépôts est fixé à 2,25 %. La Banque centrale de Chine a également annoncé la baisse des taux des réserves obligatoires de 50 points de base, à 15,5 % pour les cinq plus grandes banques et à 13,5 % pour les banques petites et moyennes. Ces nouvelles baisses des taux interviennent dans un contexte de ralentissement de l'économie chinoise. Au mois de novembre 2008, la production industrielle chinoise a progressé de 5,4 % sur un an contre 8,2 % en octobre 2008. L'indice des prix à la consommation a augmenté de 2,4 % en novembre et l'inflation est estimée à 6,3 % en glissement annuel. Les exportations ont fléchi de 2,7 % et les importations ont chuté de 17,9 %. L'excédent commercial a atteint 40,1 milliards de dollars contre 35,2 milliards en octobre.

Le Conseil de surveillance de l'IEOM s'est réuni le 9 décembre 2008 à Paris sous la présidence de M. Jean-Pierre Landau, sous-gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général.

Le Conseil a fait un point sur la situation économique et financière des trois collectivités d'outre-mer du Pacifique.

Le Conseil a procédé à un examen de la situation monétaire au 30 juin 2008 et fait le point sur l'impact de la crise financière sur les économies des trois collectivités. Dans le cadre du dispositif arrêté au plan national, un suivi régulier des crédits bancaires a été mis en place par l'IEOM et les directeurs d'agence assurent la fonction de médiateur local du crédit.

Compte tenu du contexte économique et monétaire qui prévaut dans les trois collectivités d'outre-mer du Pacifique et de l'évolution récente du taux directeur de l'Eurosystème, le Conseil de surveillance a décidé de diminuer le taux de réescompte de 75 points de base pour le fixer à 2 % à compter du 16 décembre 2008.

Le Conseil a examiné et validé le budget de l'IEOM pour l'exercice 2009 tant en ce qui concerne les frais de fonctionnement que les investissements.

## Plan de relance de l'outre-mer

Le fonds d'investissement exceptionnel mieux doté

M. Yves Jego, secrétaire d'Etat en charge de l'outre-mer a annoncé le 9 décembre 2008 que le plan de relance française s'appliquait également à l'outre-mer qui va disposer d'une enveloppe de 113 millions d'euros dans le fonds exceptionnel d'investissements pour soutenir les grands projets des collectivités. Les mesures de portée nationale s'appliqueront sans dispositions particulières dans les DOM.

Le dispositif de suivi de la crise par les Instituts d'émission

Dans le contexte de la crise financière, l'IEDOM et l'IEOM assurent un suivi de l'application des directives gouvernementales et des implications dans les DOM et les COM, à partir des informations quantitatives et qualitatives recueillies par les agences.

Le dispositif d'accompagnement des entreprises, mis en œuvre dans le cadre du plan de financement de l'économie, est désormais opérationnel dans l'ensemble des géographies. Globalement, les établissements de crédit déclarent ne pas avoir de problème de liquidité et ne pas avoir modifié leur politique de crédit. Si aucune évolution sensible des crédits n'est observable dans les COM, on note un ralentissement du rythme de croissance des encours dans les DOM au cours du troisième trimestre 2008.

Concernant l'activité économique, le ralentissement de la conjoncture amorcé au début de l'année 2008 dans les DCOM à l'exception de la Nouvelle-Calédonie se poursuit au quatrième trimestre, avec notamment une baisse significative de l'activité dans les secteurs de la construction et de l'automobile. Il est cependant difficile d'identifier, à ce stade, un éventuel impact de la crise financière, d'autant que d'autres facteurs sont à l'origine de ce ralentissement dans les différentes géographies (baisse de la commande publique, mouvements sociaux récents affectant l'activité de nombreux secteurs..).

## <u>Cinquantenaire</u> <u>de</u> <u>l'IEDOM</u>

L'IEDOM (Institut d'émission des départements d'outre-mer) a fêté le 7 janvier 2009 le cinquantième anniversaire de sa création. Au cours de ces cinquante années d'existence, l'IEDOM a su relever plusieurs défis d'importance :

- dans le domaine fiduciaire, l'harmonisation des signes monétaires avec le déploiement en 1975 du franc Banque de France, puis la mise en place en 2002 de l'euro;
- dans le domaine des systèmes de paiement, d'importants progrès ont été réalisés sur le traitement des valeurs, l'échange physique des moyens de paiement au sein des chambres de compensation locales ayant fait place à une dématérialisation des flux qui demain sera gérée au niveau européen;
- au titre des missions de service public exercées pour le compte de l'Etat, la mise à disposition des usagers de la communauté bancaire de facilités identiques à celles disponibles en métropole: ainsi, l'objectif d'exhaustivité des fichiers nationaux gérés par la Banque de France est atteint, la transmission des informations ayant été certes facilitée par les progrès des télécommunications; de même pour le traitement des situations de surendettement des ménages les agences de l'IEDOM rendent le même service que les succursales de la Banque de France;
- au titre des services d'intérêt général, l'IEDOM a su s'imposer comme un observateur attentif, impartial et écouté de la conjoncture et du développement des économies ultramarines comme en atteste le nombre, la qualité et l'audience de ses publications.

Le cadre institutionnel de l'Institut d'émission des départements d'outre-mer a lui aussi évolué : la création de l'Eurosystème a conforté l'IEDOM dans son rôle de banquier central délégué dont le capital d'expérience et la connaissance de réalités ultramarines sont reconnus. La traduction concrète de cette reconnaissance est donnée par l'ordonnance du 19 avril 2000 qui fait de l'IEDOM un établissement public autonome intégré à l'Eurosystème et étroitement associé à la Banque de France.

Différents évènements sont prévus tout au long de l'année, en agences comme au siège de l'IEDOM.

### Informations bancaires et réglementaires

Charte d'accessibilité du droit au compte effectif depuis le 1- janvier 2009 La charte d'accessibilité pour renforcer l'effectivité du droit au compte, adoptée par l'AFECEI (Association française des établissements de crédit et des entreprises d'investissement) et homologuée par un arrêté du ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, est entrée en application le 1- janvier 2009.

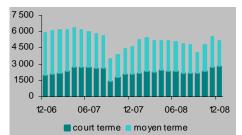
Le 1- janvier 2009, la monnaie unique a fêté son dixième anniversaire qui a aussi été marqué par l'entrée de la Slovaquie dans la zone euro comme 16<sup>e</sup> membre. A cette occasion, les pays de la zone euro émettront en janvier une pièce commémorative de 2 euros.

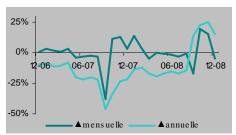
## 2 – Activités de l'Institut et suivi de place

## Refinancement des établissements de crédit

Nette augmentation du recours au refinancement de l'IEOM

en millions de F CFP	déc-07	nov-08	déc-08	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme Utilisations à moyen terme	2 036 2 570	2 661 2 899	2 744 2 559	3,1% -11,7%	34,8% -0,4%
Refinancement total	4 605	5 560	5 303	-4,6%	15,2%





Cotation	en nombre	déc-07	nov-08	déc-08
Hausse sensible du nombre d'entreprises	Entreprises cotées :	5 209	4 480	4 472
éligibles au refinancement	dont éligibles au refinancement	1 193	1 384	1 454

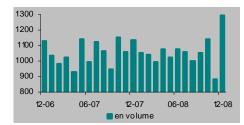
en %

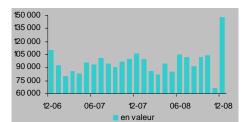
### Compensation

Augmentation importante des opérations en volume et en valeur

	nov-08	déc-08	<b>▲</b> /mois	cumul 08	▲ cumul/an
Nombre	881 713	1 292 936	46,6%	12 700 287	0,9%
Montant (millions de F CFP)	66 342	148 194	123,4%	1 165 270	4,2%

22,9%

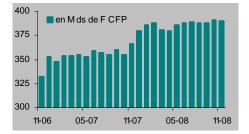


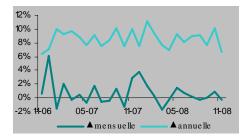


30,9%

32,5%

en millions de F CFP	nov-07	oct-08	nov-08	<b>▲/mois</b>	<b>▲</b> /an
Circulation fiduciaire	12 960	13 411	12 865	-4,1%	-0,7%
Dépôts à vue	131 485	132 031	136 073	3,1%	3,5%
Comptes sur livrets	65 853	59 784	58 814	-1,6%	-10,7%
Comptes d'épargne logement	200	201	197	-2,0%	-1,5%
Dépôts à terme	144 833	174 516	169 536	-2,9%	17,1%
Autres	10 220	11 093	12 266	10,6%	20,0%
Total M3	265 551	201 026	220 751	-0.3%	6 6%





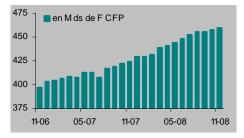
## Masse monétaire

Progression des dépôts à vue au détriment des comptes d'épargne

## Concours de caractère bancaire

Hausse générale mais modérée des concours bancaires sur le mois

en millions de F CFP	nov-07	oct-08	nov-08	<b>▲</b> /mois	▲/an
Crédits de trésorerie	126 480	138 472	138 979	0,4%	9,9%
Crédits d'équipement	58 927	62 308	62 503	0,3%	6,1%
Crédits à l'habitat	133 882	145 800	147 174	0,9%	9,9%
Autres crédits	80 858	82 562	82 893	0,4%	2,5%
Créances dout. brutes	23 906	28 133	28 222	0,3%	18,1%
Total CCB	424 053	457 274	459 770	0,5%	8,4%

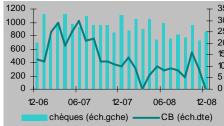


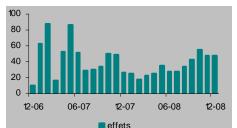


#### Incidents de paiement

Augmentation sensible des incidents sur chèques sur un mois, diminution sur l'année

en nombre	nov-08	déc-08	cumul 2008	▲/mois	▲ cumul/an
Incidents de paiements :	777	904	10 093	16,3%	-12,2%
- sur chèques	720	857	9 640	19,0%	-10,1%
- sur effets	48	47	359	-2,1%	-34,2%
- retraits de cartes bancaires	9	0	94	-100,0%	-56,9%
Interdits bancaires	4 112	4 045		-1,6%	-4,0%
- sur personnes physiques	3 687	3 609		-2,1%	-4,4%
- sur personnes morales	425	436		2,6%	0,0%
1000	25	10.0			





### 3 – Brèves économiques locales

### Nouvelles technologies

Internet à haut débit et réduction de la fracture numérique

Deux nouvelles conventions ont été signées entre la Polynésie française et l'Office des postes et télécommunications (OPT) afin de développer l'économie numérique et de favoriser l'accès des ménages aux nouvelles technologies.

La première convention prévoit le concours financier du Pays pour l'installation d'un câble sous-marin à fibres optiques entre Hawaii et Tahiti mise en œuvre par l'OPT. La participation du Pays s'élève à 1,5 milliard de F CFP, pour un projet dont le coût total est de 9,5 milliards.

Le gouvernement polynésien et l'OPT se sont également associés pour la réalisation d'une opération dénommée « Ordinateur pour tous », visant à équiper les foyers d'un ordinateur et d'un modem et à leur offrir une formation initiale à ces technologies. La dotation du Pays versée à l'OPT s'élève à 20 millions de F CFP.

Le Port autonome de Papeete (PAP) et le ministère de l'économie ont récemment annoncé un programme d'investissements en infrastructures maritimes, portant non seulement sur le port de Papeete, mais également sur celui de Vaiare (Moorea), d'une valeur globale de 2,5 milliards de F CFP.

Les travaux prévus concernent notamment l'extension des installations (quais des pétroliers et des porte-conteneurs...) et le renforcement de la sécurité (déplacement des cuves, équipement en caméras...).

#### Infrastructures portuaires

Projets d'investissements à partir de 2009

### Desserte aérienne

Fin de la ligne directe Papeete Sydney

Rentrée de la Chambre territoriale des comptes Air Tahiti Nui a décidé de supprimer, à partir de mars prochain, sa ligne directe Papeete Sydney, ouverte en juillet 2005. Néanmoins, la compagnie continuera à desservir l'Australie, mais via la Nouvelle-Zélande (Auckland), en code share avec Qantas.

L'audience de rentrée de la Chambre territoriale de comptes (CTC) accueillait en janvier, M. Séguin, premier président de la Cour des comptes. Un bilan de l'activité de la CTC sur les trois dernières années a été présenté en introduction.

### 4 - Brèves économiques régionales

## Ralentissement économique en Nouvelle-Zélande

Nouvelle baisse du PIB au troisième trimestre

### Commerce extérieur néozélandais

Hausse sensible des exportations en novembre...

...grâce au pétrole brut

Au troisième trimestre 2008, la Nouvelle-Zélande a connu une nouvelle baisse de son activité économique. Son PIB a enregistré - 0,4 % en septembre 2008, après - 0,3 % en mars et - 0,2 % en juin. En glissement annuel, il a néanmoins progressé de 1,7 %.

Le secteur primaire a été épargné par ce ralentissement économique, avec + 2,1 % sur le trimestre. L'agriculture a démontré une certaine vigueur (+ 6 %), dans le sillage de la production de lait et de viande bovine. En revanche, la production de biens et services a subi une diminution de son activité, respectivement de 1,4 % et de 0,2 % sur le trimestre.

La consommation des ménages néo-zélandais s'est également inscrite en retrait, de 0,2 %, enregistrant ainsi son troisième trimestre consécutif de repli.

En novembre 2008, les exportations néo-zélandaises ont progressé de 9,4% en glissement annuel (NZ\$ 3,7 milliards, soit environ 184 milliards de F CFP) et les importations de seulement 5,2% (NZ\$ 4,2 milliards, soit environ 210 milliards de F CFP). Le déficit du commerce extérieur s'est établi à NZ\$ 520 millions en novembre 2008, soit environ 26 milliards de F CFP, le plus bas depuis 2001.

L'essor des exportations provient pour une bonne part des exportations de pétrole brut issu des champs pétrolifères offshore de Taranaki (côte ouest de l'île du nord) dont l'exploitation a démarré en juillet 2007.

### Les indicateurs de référence

INDICES	Indice	△/mois préc.	Glissement annuel
Prix à la consommation - novembre 2008 (base 100 décembre 2007)	102,9	-0,3%	3,6%
Indice de l'emploi salarié dans le secteur marchand - octobre 2008 (base 100 janvier 2000)	128,8	-0,5%	-1,3%
Index BTP 01 - juillet 2008 (base 1 août 2001)	1,168	0,5%	2,6%
Indice PSD - juillet 2008 (base 1 août 2001)	1,049	0,0%	1,1%
			(source: ISPF)

COMMERCE EXTERIEUR (en M FCFP)	nov-08	Cumul annuel	△ cum/an. préc.
Importations dont :	10 574	158 375	7,7%
- produits agroalimentaires	2 496	29 779	5,1%
- biens de consommation	1 892	24 713	1,0%
- biens d'équipement	1 955	31 177	18,3%
Exportations dont :	840	11 617	-19,2%
- perles brutes	642	7 155	-25,7%
- poissons	33	255	-42,5%
			(source: ISPF)

TOURISME	m-1	m	Cumul annuel	∆ cum/ an. préc.
Trafic international à l'aéroport de Tahiti (en nbre de passagers hors transit) - novembre 2008	53 290	47 139	572 227	-6,2%
Nombre de touristes - novembre 2008	18 121	14 040	182 556	-9,2%
Taux d'occupation de l'hôtellerie internationale - septembre 2008	62,1%	51,5%		

(sources: ISPF, SEAC)

## 5 – Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE					
	taux	date d'effet			
taux de la facilité de dépôt	2,00%	10/12/2008			
taux de soumission minimal sur opérations principales de refinancement	2,50%	10/12/2008			
taux de la facilité de prêt marginal	3,00%	10/12/2008			

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER						
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables			
taux de la facilité de dépôt	16/12/2008	1,50%	aux crédits pour accès au réescompte			
taux de réescompte des crédits aux entreprises	16/12/2008	2,00%	4,75%			
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	7,00% à 7,45% (Taux SGFGAS à partir du 01/10/2008			
taux de la facilité de prêt marginal	10/12/2008	3,00%				
taux de l'escompte de chèques	10/12/2008	3,00%				

TAUX D'INTERET EN FRANCE ET DANS LE MONDE								
taux d'intérêt en fin de mois	5							
	31/12/2008	28/11/2008	Var. M-1	fin 12/07	Var. fin 07	taux de base bancaire	taux	date d'effet
EONIA	2,3520%	2,9680%	- 0,616 pt	3,9160%	- 1,564 pt	banques métropolitaines	6,60%	15/10/2001
EURIBOR 1 mois	2,6030%	3,5740%	- 0,971 pt	4,2880%	- 1,685 pt	banques locales	7,60%	01/12/2006
EURIBOR 3 mois	2,8920%	3,8530%	- 0,961 pt	4,6840%	- 1,792 pt	taux d'intérêt légal	taux	JORF
EURIBOR 6 mois	2,9710%	3,8970%	- 0,926 pt	4,7070%	+ 7,000 pt	année 2008	3,99%	23/02/2008
EURIBOR 12 mois	3,0490%	3,9510%	- 0,902 pt	4,7450%	- 1,696 pt	année 2007	2,95%	21/02/2007
taux d'intérêt en moyenne mensuelle								
	31/12/2008	28/11/2008	Var. M-1	fin 12/07	Var. fin 07	<u>Définitions</u>		

	31/12/2008	28/11/2008	Var. M-1	fin 12/07	Var. fin 07	<u>Définitions</u>
TEMPE	2,4511%	3,1616%	- 0,711 pt	3,8632%	- 1,412 pt	EONIA: Euro OverNight Index Average
EURIBOR 1 mois	2,9590%	3,8610%	- 0,902 pt	4,6850%	- 1,726 pt	TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA
EURIBOR 3 mois	3,2570%	4,2480%	- 0,991 pt	4,8340%	- 1,577 pt	EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate  TMO : taux moven des obligations publiques
EURIBOR 6 mois	3,3300%	4,3030%	- 0,973 pt	4,8100%	- 1,480 pt	(source: CDC)
EURIBOR 12 mois	3,4180%	4,3600%	- 0,942 pt	4,7860%	- 1,368 pt	TME : taux moyen des emprunts d'Etat à long terme
TMO	3,7300%	4,2200%	- 0,490 pt	4,6100%	- 0,880 pt	(source: CDC)
TME	3,5300%	4,0200%	- 0,490 pt	4,4100%	- 0,880 pt	TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé
TRBOSP	3,6400%	3,9700%	- 0,330 pt	4,7000%	- 1,060 pt	(dernier vendredi du mois)
taux des eure mennaies				•		•

tuux ues euro-momutes									
devise	USD			JPY			GBP		
date	31/12/2008	28/11/2008	31/12/2007	31/12/2008	28/11/2008	31/12/2007	31/12/2008	28/11/2008	31/12/2007
taux JJ	0,125%	1,000%	4,500%	0,425%	0,675%	0,600%	1,350%	2,875%	5,775%
3 mois	1,750%	2,900%	4,775%	0,950%	1,965%	0,925%	2,850%	3,800%	5,865%
10 ans emprunts phares	2,130%	3,020%	4,090%	1,180%	1,400%	1,510%	3,020%	3,750%	4,570%

TAUX DE L'USURE (seuils a	pplicables (	i partir du 1er janvier 2009)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure		
Prêts immobiliers	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament				
Prêts à taux fixe	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	9,04%		
Prêts à taux variable	7,80%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	8,56%		
Prêts relais	7,72%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,55%		
Crédits de trésorerie	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans 10,45%				
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 920 XPF	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et				
Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant supérieur à 181 920 XPF	aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale				
Prêts personnels et autres prêts d'un montant supérieur à 181 920 XPF	9,92%	Découverts en compte (commission de plus fort découvert exclue)	14,55%		
TA	UX DE CHA	NGE			
Paritá YPF/	FIID • 1000 Y	PF = 8.38 EUR			

Pante XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR											
Dernier cours fin de mois		1 USD/XPF	85,7453	1 NZD/XPF	49,3290	1 HKD/XPF	11,0638	1 GBP/XPF	125,2827		
100 JPY/XPF	94,6026	1 AUD/XPF	58,8595	1 SGD/XPF	59,5468	100 VUV/XPF	74,4442	1 FJD/XPF	48,0071		
•											

1000 XPF/EUR	8,38	USD	1,3917	NZD	2,4191	HKD	10,7858	GBP	0,9525
JPY	126,14	AUD	2,0274	SGD	2,004	VUV	160,297	FJD	2,48571

Directeur de la publication : Y. BARROUX - Responsable de la rédaction : M. REMBLIN - Éditeur et imprimeur: IEOM – Agence de la Polynésie française 21, rue du Docteur Cassiau - BP 583 – 98 713 Papeete RP Dépôt légal : 14 janvier 2009 - Achevé d'imprimer 14 janvier 2009 – N° ISSN 1240-3830

